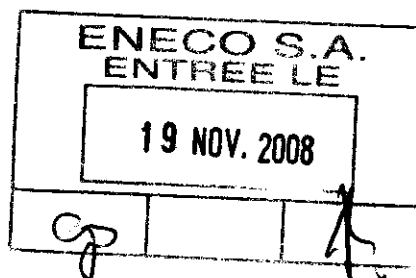




Direction de la Gestion de l'Eau

Autorisation N° : 050/D/08



COPIE

**LE MINISTRE DE L'INTERIEUR  
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,**

Vu la demande présentée par la société ENECO S.A. 22, rue Edmond Reuter, Z.A. Weiergewan, L-5326 Contern, au nom et pour le compte du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, 19-21, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'aménagement et l'exploitation d'un réseau d'assainissement de type séparatif se composant de

- deux collecteurs « Eaux usées » raccordés chacun à la station d'épuration de Bettembourg ;
- deux collecteurs « Eaux pluviales » déversant chacun dans le ruisseau-récepteur « Didelengerbaach » dont un par l'intermédiaire des ouvrages suivants :
  - un bassin de rétention des eaux pluviales disposant d'une capacité de rétention de 15000 m<sup>3</sup> et limitant le débit sortant à 1100 l/s ;
  - un bassin de sécurité de 400 m<sup>3</sup> et une cuve de rétention pour eaux contaminées de 30 m<sup>3</sup> ;

à Bettembourg et Dudelange, zone d'activités « Wolser », commune de Bettembourg et commune de Dudelange ;

Vu la loi modifiée du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau ;

Vu le plan de situation et celui des lieux ;

Considérant que la zone d'activités se compose de 10 plates-formes industrielles dénommées « A » à « J » ; que les plates-formes « B, G, H, I et J » d'une surface de 46,9376 ha restent à être aménagées ;

Considérant que la zone d'activités est raccordée au réseau d'égout public ;

Considérant que les eaux usées en provenance de la zone d'activités sont évacuées vers la station d'épuration de Bettembourg ; que le projet d'agrandissement de la station d'épuration en question réserve une capacité de traitement des eaux usées de 886 équivalents-habitants aux plates-formes non encore aménagées ; qu'il s'impose dès lors de limiter le débit en eaux usées en provenance des plates-formes non encore aménagées de la zone d'activités jusqu'à ce qu'il est garanti qu'un plus grand débit en eaux usées peut être épuré de manière adéquate ;

Considérant que les eaux pluviales en provenance de la zone d'activités sont raccordées en deux points au ruisseau-récepteur « Didelengerbaach » ; que les plates-formes

- C, D, E, F, G, H et I y sont raccordées par l'intermédiaire d'une rétention des eaux pluviales centralisée et d'un système de sécurité permettant de protéger le cours d'eau récepteur en cas d'un incendie respectivement en cas de déversement de substances chimiques ;

- A, B et J ne disposent actuellement pas d'une rétention des eaux pluviales centralisée et d'une rétention des eaux d'extinction centralisée ;

Considérant que le bassin de rétention des eaux pluviales et le système de sécurité des plates-formes C, D, E, F, G, H et I se composent, entre autres, d'un bassin de rétention d'une capacité de 15.000 m<sup>3</sup>, d'un bassin de sécurité de 400 m<sup>3</sup> et d'une cuve de rétention pour eaux contaminées de 30 m<sup>3</sup>; que ces ouvrages se situent dans la zone industrielle avoisinante « Scheleck I » sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Bettembourg, section A de Bettembourg, sous les numéros 1955/9571 et 1955/8918 ;

Considérant que les ouvrages précités ont été aménagés par le Ministère de l'Economie pour traiter en premier lieu les eaux en provenance de plusieurs plates-formes industrielles (C, D et F) de la zone « Wolser »; que les ouvrages, bien que se situant en dehors de l'enceinte des plates-formes industrielles faisant objet de la demande, sont à considérer comme installations connexes à l'établissement sollicité ;

Considérant qu'il ressort du dossier que le système de sécurité précité a été dimensionné de manière à disposer d'une réserve suffisante pour traiter les eaux en provenance des plates-formes E, G, H et I; que la présence du système de sécurité ne dégage toutefois pas de l'obligation d'analyser l'aptitude de ce dernier par rapport au risque particulier d'un nouvel établissement projetant de s'implanter dans la zone d'activités ;

Considérant que l'aménagement des plates-formes B et J de la zone d'activités augmentera le débit des eaux pluviales en provenance des surfaces rendues étanches; que l'acheminement contrôlé des eaux pluviales vers le cours d'eau récepteur doit être garanti lors de l'aménagement des plates-formes précitées ;

## A R R Ê T E :

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes :

### I) Activités autorisées :

Est autorisée sur des terrains sis à Bettembourg et Dudelange, zone d'activité « Wolser », commune de Bettembourg et commune de Dudelange, les activités suivantes :

- l'aménagement et l'exploitation d'un réseau d'assainissement de type séparatif se composant de
  - deux collecteurs « Eaux usées » raccordés chacun à la station d'épuration de Bettembourg ;
  - deux collecteurs « Eaux pluviales » déversant chacun dans le ruisseau-récepteur « Didelengerbaach » dont un par l'intermédiaire des ouvrages suivants :
    - un bassin de rétention des eaux pluviales disposant d'une capacité de rétention de 15000 m<sup>3</sup> et limitant le débit sortant à 1100 l/s ;
    - un bassin de sécurité de 400 m<sup>3</sup> et une cuve de rétention pour eaux contaminées de 30 m<sup>3</sup> ;

## **II) Modalités d'application :**

- 1) Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément à la demande et aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions de la présente autorisation.
- 2) Sauf indication contraire, les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection et la gestion de l'eau doivent être tenus à disposition des autorités compétentes auprès de l'exploitant pendant un délai de cinq ans.
- 3) L'autorisation peut être complétée ou modifiée à tout moment et en cas de besoin. Elle peut être retirée lorsque l'exploitant ne respecte pas ou plus les conditions de la présente ou les textes réglementaires en vigueur.
- 4) L'exploitant doit se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la protection et de la gestion des eaux.
- 5) Une nouvelle autorisation est requise :
  - si dans le délai fixé par la présente autorisation, l'activité approuvée n'a pas été commencée ;
  - si les activités sur le site sont reprises alors qu'elles n'ont pas été pratiquées régulièrement pendant deux années consécutives ;
  - si l'installation ou le site ont été détruits ou mis hors usage par un accident quelconque ;
  - si l'installation ou l'activité ont été déplacées ou ont subi une transformation ou une extension substantielle.
- 6) La visite de l'établissement par les agents de l'Administration de la Gestion de l'Eau doit être concédée en tout temps par l'exploitant.
- 7) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition des autorités de contrôle compétentes.
- 8) La présente ne concerne que les aspects de la protection et de la gestion des eaux en relation avec l'aménagement et l'exploitation d'un réseau d'assainissement de type séparatif à Bettembourg et Dudelange, zone d'activité « Wolser ». Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.
- 9) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois après notification de la présente.
- 10) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

### III) Protection des eaux :

#### **III.1) Conditions spécifiques en matière de l'aménagement de la zone d'activité :**

##### ***concernant la gestion des eaux générées à l'intérieur de la zone :***

1) Les plates-formes industrielles ne peuvent être aménagées que sous condition que les eaux y générées (eaux résiduaires et eaux pluviales) soient collectées par un système de gestion des eaux répondant aux conditions formulées ci-après.

2) Le système de gestion des eaux doit comporter deux réseaux distincts, à savoir :

- un réseau pour la collecte et l'évacuation des eaux résiduaires dénommé par la suite « réseau des eaux résiduaires » ;
- un réseau pour la collecte et l'évacuation des eaux de pluie et de drainage dénommé ci-après « réseau des eaux pluviales ».

3) Les réseaux de canalisation précités doivent être parfaitement étanches.

4) Le réseau des eaux résiduaires de la zone d'activités doit être raccordé au réseau d'égout public prévu pour les eaux usées.

5) Le réseau des eaux pluviales doit être raccordé au ruisseau-récepteur « Didelengerbaach » sous condition que les débits de rejet n'occasionnent pas de perturbations hydrauliques de celui-ci. A cette fin, la canalisation pour eaux pluviales en provenance des plates-formes industrielles C, D, E, F, G, H, I doit être raccordée au bassin de rétention suivant :

	Emplacement Parcelle	Capacité [m3]	Débit sortant [l/s]
Bassin aménagé au lieu-dit « Preteschacker »	1955/9571 et 1955/8918	15.000	1.100

6) Le réseau des eaux pluviales doit pouvoir être bloqué au point de rejet dans le ruisseau récepteur afin de pouvoir intervenir directement en cas d'un sinistre et de limiter un écoulement de substances polluantes vers le milieu aquatique.

##### ***concernant la rétention des eaux d'extinction :***

7) Le bassin et la cuve servant à la rétention des eaux d'extinction doivent être construits de manière (avec les matériaux et revêtements appropriés) à garantir une parfaite étanchéité contre les agents d'extinction, une résistance à l'action physique et chimique des eaux et/ou substances qu'ils sont susceptibles de contenir, ainsi qu'une stabilité suffisante au feu.

8) Le système de sécurité des plates-formes C, D, E, F, G, H et I (bassin et cuve servant à la rétention des eaux d'extinction) doit être équipé avec des vannes de fermeture pouvant être actionnées automatiquement depuis chaque établissement (entreprise) y raccordé ainsi que depuis le poste central accessible aux corps d'intervention.

Le bon fonctionnement de ces vannes doit être garanti en permanence. A cette fin, le système de sécurité en question doit être soumis à un entretien régulier. Un contrat d'entretien avec une entreprise spécialisée en la matière est à conclure à cette fin.

### **III.2) Conditions concernant la phase des travaux d'aménagement :**

9) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

10) L'évacuation des eaux sanitaires, des eaux de fouilles et, le cas échéant, des eaux usées en provenance de l'installation de nettoyage de pneus se fera de manière appropriée. Il est interdit d'évacuer les eaux en question par déversement sur la voie publique.

11) Les produits chimiques présentant un risque de pollution pour l'environnement (produits pétroliers, stabilisateurs du sol, etc.) doivent être entrestockés, manipulés et employés de façon à éviter toute pollution du milieu aquatique.

#### ***concernant les eaux de fouilles :***

12) Toutes les eaux de fouilles ainsi que les eaux de surfaces souillées par des matières inertes doivent être évacuées vers les fossés- récepteurs, sous condition de respecter une augmentation maximale de la teneur en matières en suspension à 100 mg/l dans le cours d'eau récepteur et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau. Pour ce faire, il y a lieu d'aménager, le cas échéant, un bassin de décantation de capacité appropriée. Le bassin de décantation doit être débarrassé aussi souvent qu'il est nécessaire des boues y retenues. Ces boues sont à considérer comme déchets dangereux dans la mesure où elles sont contaminées. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matériaux contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

#### ***concernant les eaux usées en provenance de l'installation/aire de nettoyage de pneus :***

13) Le rejet d'eaux usées en provenance de l'installation de nettoyage de pneus doit se faire vers les fossés-récepteurs. Le rejet se fait sous réserve que la concentration de matières en suspension dans les eaux usées soit inférieure à 100 mg/l. Le cas échéant, ces eaux doivent être raccordées préalablement à leur rejet à un bassin de décantation dimensionné de façon à garantir le respect de la valeur limite précitée.

14) L'utilisation de flocculants et de produits de nettoyage dans le cadre de l'exploitation de l'installation de nettoyage de pneus est interdite.

15) L'installation de nettoyage de pneus doit être débarrassée aussi souvent qu'il est nécessaire des boues y retenues. Ces boues sont à considérer comme déchets dangereux dans la mesure où elles sont contaminées par des hydrocarbures.

**concernant les eaux usées sanitaires :**

16) Durant la phase chantier, des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les eaux usées sanitaires en provenance de toilettes et autres installations sanitaires doivent être évacuées, soit vers le réseau d'égout public pour eaux usées, conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques. De préférence sont à utiliser des produits portant un label écologique, tel que le « Blauer Engel ».

Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

**III.3) Conditions d'exploitation concernant la protection des eaux applicables à tout établissement (entreprises) :**

**concernant l'évacuation des eaux en général :**

17) Tous (Toutes) les établissements (entreprises) établi(e)s dans la zone en question doivent être raccordé(e)s correctement aux réseaux de canalisations de la zone et les points de raccordement doivent être pourvus de regards de contrôle, permettant la prise d'échantillons en toute sécurité.

18) Le réseau d'égout interne d'un établissement doit être du type séparatif de manière à garantir que les eaux résiduaires soient évacuées vers le réseau des eaux résiduaires et les eaux de pluie et de drainage vers le réseau des eaux pluviales.

19) Ne peuvent être déversés dans l'égout, d'une façon générale, des liquides et matières pouvant

- nuire au personnel de l'administration chargée de la surveillance et de l'entretien du réseau d'égout et des installations d'épuration ;
- détériorer les conduites et les installations ;
- compromettre le traitement et l'utilisation ultérieures des eaux résiduaires et/ou des boues résultant du traitement de ces eaux ;
- provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

20) Il est interdit notamment d'introduire dans l'égout

- des corps pouvant l'obstruer, tels que déchets de cuisine, balayures, sables, ciment, cendres, cartons, bandes hygiéniques, matières plastiques, etc., même après traitement dans un broyeur ;
- des hydrocarbures tels que solvants organiques (chlorés et non-chlorés), des huiles minérales, des graisses et des huiles végétales et animales, des émulsions, etc. ;
- des produits chimiques tels qu'acides, bases, phénols, sels de métaux lourds, cyanures, etc. ; font exception, les substances facilement biodégradables comme les alcools inférieurs (par exemple alcool éthylique, glycols) et autres substances similaires lorsqu'elles sont déversées en faibles quantités ;

- des résidus de produits toxiques et/ou écotoxiques, des résidus contenant des organismes contagieux, etc. ;
- des substances radioactives qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation spécifique par le Ministre de la Santé ;
- des matières qui par suite de putréfaction, de décomposition, de fermentation ou de toute autre circonstance répandent des émanations nuisibles incommodes ou une forte odeur ;
- des matières combustibles ou pouvant provoquer une explosion ;
- des eaux chaudes d'une température supérieure à 40°C à l'entrée dans les égouts. Le raccordement direct au réseau d'égout des conduites de vapeur et des purgeurs de chaudière est défendu ;
- des eaux courantes.

**conditions concernant l'évacuation des eaux usées :**

21) Toutes les eaux usées doivent être évacuées par le réseau des eaux résiduaires conformément aux dispositions du règlement communal sur la canalisation.

**concernant l'évacuation des eaux pluviales et des eaux de drainages :**

22) Toutes les eaux de surfaces, de toitures et de drainages des établissements doivent être raccordées au réseau des eaux pluviales de la zone d'activités. Leur rejet ne peut se faire que sous réserve qu'il n'a pas de conséquence de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que de compromettre leur conservation et leur écoulement.

23) A défaut d'un système de régulation hydraulique central, les plates-formes industrielles « B et J » ne peuvent être raccordées à la canalisation pour eaux pluviales que par l'intermédiaire d'un bassin de retenue spécifique limitant le débit d'écoulement de la manière suivante :

Plate-forme industrielle	Surface (m <sup>2</sup> )	Débit de sortie maximal (/s)
B	33465	36,85
J	105615	116,20
Total	139080	153,05

En cas de changement des limites des plates-formes précitées, il doit être garanti que le débit total fixé ci-avant ne soit pas augmenté.

**concernant le traitement des eaux usées :**

24) La charge polluante journalière moyenne rejetée sur les plates-formes industrielles « B, G, H, I et J » de la zone d'activité est à limiter de manière à ce que la charge polluante ne dépasse pas 20 équivalents-habitants/ha.

**le traitement des eaux usées contaminées par des hydrocarbures :**

25) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, doivent être traitées dans une installation de séparation d'hydrocarbures. L'effluent des séparateurs d'hydrocarbures destinés au traitement des eaux provenant des surfaces externes doivent être raccordés au réseau des eaux pluviales de la zone. L'effluent des séparateurs d'hydrocarbures destinés au traitement des eaux provenant des surfaces internes (p.ex. sol d'un atelier, aire de distribution d'hydrocarbures) doivent être raccordés au réseau des eaux résiduaires de la zone. Au sens de la présente condition, on entend par surface externe une grande surface étant exposée aux

intempéries et sur laquelle le risque de pollution par des hydrocarbures est faible (p.ex. parking aérien).

L'installation de séparation de liquides légers doit être conçue et réalisée selon la norme EN 858-1 et EN 858-2 ou une norme équivalente et de façon à ne pas dépasser dans les effluents rejetés une teneur en hydrocarbures de 10 mg/l en tenant compte d'une intensité pluviale de 200 l/sec.ha. Elle doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Elle doit être munie d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

L'installation doit toujours être maintenue en bon état de fonctionnement et débarrassée aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme déchets dangereux, et à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.

26) Les eaux de pluie originaires des surfaces consolidées et des toitures et qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur d'hydrocarbures susmentionné.

#### **le traitement des eaux usées contaminées par des graisses :**

27) Les eaux usées susceptibles d'être polluées par des graisses doivent passer par un séparateur de graisses de capacité appropriée avant d'être raccordées au réseau des eaux résiduelles de la zone. Les séparateurs de graisses doivent être conformes au moins aux dispositions de la norme européenne EN 1825.

28) Le séparateur de graisses doit être vidé et nettoyé au moins mensuellement afin d'éviter tout dégagement de mauvaises odeurs. Les boues et les liquides retenus sont à considérer comme déchets dangereux, et à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.

29) Les eaux usées qui ne sont pas susceptibles d'être polluées par des graisses ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas passer par le séparateur de graisses.

30) Les égouts doivent être pourvus d'un panier grillagé ou de tout autre dispositif capable d'éviter l'évacuation des corps solides vers la canalisation.

#### **l'entretien de l' (des) installation(s) de traitement :**

31) L' (les) installation(s) de traitement doit(ven)t être conçue(s), exploitée(s) et entretenue(s) de manière à réduire au mieux les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elle(s) ne peu(ven)t assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les activités concernées.

#### **concernant les exigences en relation avec les accidents et/ou sinistres :**

##### **le raccordement des sols des locaux techniques et de stockage au réseau d'égout :**

32) Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, un déversement de produits chimiques liquides et/ou d'hydrocarbures vers l'égout



ou vers l'extérieur. A cette fin, il sera notamment interdit de raccorder directement les sols des ateliers de travail, des locaux techniques et de stockage au réseau d'égout.

#### **la rétention des eaux d'extinction :**

33) Tout établissement présentant un risque de pollution des eaux d'extinction ou des eaux pluviales doit prendre des dispositions adéquates afin d'éviter que des substances dangereuses pour l'environnement ne puissent se déverser dans la canalisation publique ou, en général, vers l'extérieur. Cette condition reste valable même lorsque l'établissement se raccorde à un système de sécurité centralisé.

34) Les eaux d'extinction et/ou autres substances retenus par le système de sécurité doivent être soumis dans les plus brefs délais à une analyse par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement. En fonction des résultats d'analyse, le contenu des bassins de rétention doit être éliminé en conformité avec la législation applicable en la matière.

## **VI) Réception et contrôle :**

1) Un contrôle d'étanchéité des réseaux de canalisation de la zone d'activités doit être effectué par une entreprise spécialisée en la matière. Ce contrôle doit se faire conformément aux dispositions des normes allemandes respectives.

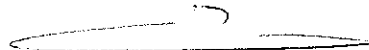
2) Le contrôle d'étanchéité de l'extension des réseaux de canalisation doit être effectué avant l'aménagement des plates-formes industrielles y raccordées (G, H et I). Les réseaux existants doivent être soumis au même contrôle dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.

3) Les rapports de contrôle y relatifs doivent être transmis sans délais à l'Administration de la Gestion de l'Eau. Le cas échéant, le rapport précité doit être accompagné d'une prise de position du bénéficiaire du présent arrêté renseignant sur les mesures d'étanchement supplémentaires à réaliser afin de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

4) Les réseaux de canalisation doivent être exploités de façon qu'un fonctionnement correct soit garanti en permanence.

**Art. 2.** Contre la présente décision d'autorisation un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif, qui statuera comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision, par requête signée d'un avocat.

Le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Aménagement du Territoire



Jean-Marie HALSDORF